

Questions orales

Roberval, qui l'a demandé hier, la preuve que, pour la très grande majorité des entreprises du secteur industriel indiquées dans le rapport, la séparation du Québec serait un élément. . .

M. Jean-Marc Jacob (Charlesbourg, BQ): Monsieur le Président, encore une fois, le ministre des Affaires intergouvernementales n'a absolument pas répondu à la question. Je n'ai pas parlé de fournitures militaires, j'ai parlé d'équipements. Il n'en a pas parlé.

Voici ma question complémentaire. Alors que dans le document secret daté de mars, on parlait d'annonces de contrats militaires dans les trois prochains mois, comment le ministre explique-t-il qu'on n'a pas encore confirmé les retombées des contrats d'achat d'équipements? Sans doute que le gouvernement se garde un levier pour faire pression auprès de certaines entreprises québécoises.

L'hon. Marcel Massé (président du Conseil privé de la Reine pour le Canada, ministre des Affaires intergouvernementales et ministre chargé du Renouveau de la fonction publique, Lib.): Monsieur le Président, encore une fois, on a répondu de façon très claire à ces questions-là. Le Québec reçoit une proportion des dépenses capitales du ministère de la Défense qui est beaucoup plus élevée que son pourcentage de population.

Encore une fois, le document auquel il fait mention indique, page après page, que la séparation qu'ils désirent serait néfaste pour les employés québécois, pour les investissements au Québec et pour les divers secteurs industriels. Encore une fois, le document qu'il cite est la meilleure preuve que le 30 octobre, les Québécois vont voter non à la séparation de façon à garder les bénéfices économiques qu'ils ont de leur association avec le Canada.

* * *

[Traduction]

LE VIËT NAM

M. Ted McWhinney (Vancouver Quadra, Lib.): Monsieur le Président, ma question s'adresse au ministre des Affaires étrangères.

Le gouvernement vietnamien prévoit maintenant ouvrir un nouveau procès contre neuf leaders religieux, universitaires et culturels du Viêt Nam qui avaient été condamnés à une peine d'emprisonnement. Le ministre fera-t-il savoir au gouvernement vietnamien qu'une issue favorable dans cet examen judiciaire influencerait de façon positive sur les relations entre le Canada et le Viêt Nam?

[Français]

L'hon. André Ouellet (ministre des Affaires étrangères, Lib.): Monsieur le Président, je voudrais rappeler la contribution importante de l'honorable député à la défense des droits et libertés. Je pense que sa question est une suggestion au gouvernement, que nous acceptons de bonne part. J'ose espérer que les autorités vietnamiennes sauront en tenir compte d'une façon positive.

• (1455)

[Traduction]

LE RÉGIME DE PENSIONS DU CANADA

Mme Jan Brown (Calgary-Sud-Est, Réf.): Monsieur le Président, dans un discours qu'il prononçait en 1991, le ministre du Développement des ressources humaines se faisait du souci à propos des préoccupations et inquiétudes que les futurs niveaux de financement du Régime de pensions du Canada causeraient aux Canadiens. Ces préoccupations n'ont pas disparu au cours des quatre dernières années; en fait, elles sont pires que jamais. Le ministre a eu deux ans pour remédier à ces problèmes, mais il n'a rien fait.

Le ministre va-t-il mettre un terme aux suppositions et à l'incertitude de nos aînés, réformer le Régime de pensions du Canada comme il l'avait promis et annoncer ici et aujourd'hui même le calendrier précis de cette réforme?

L'hon. Lloyd Axworthy (ministre du Développement des ressources humaines et ministre de la Diversification de l'économie de l'Ouest canadien, Lib.): Monsieur le Président, la députée dit attendre depuis 1991; peut-être patientera-t-elle encore quelques jours.

Je comprends ce qui la tracasse. Je crois que nous souhaitons tous ardemment faire en sorte que les Canadiens à la retraite bénéficient de régimes de pensions qui soient à la fois efficaces et durables. Notre gouvernement y tient parce c'est nous qui avons institué les principaux programmes canadiens de pension de vieillesse et de sécurité du revenu. C'est d'ailleurs pour cette raison que, dans le dernier budget, nous avons une fois de plus réitéré notre détermination à poursuivre et à améliorer ces programmes.

À cette fin, le ministre des Finances élabore actuellement, de concert avec mon ministère, un document qui énoncera, à l'intention des Canadiens, les grandes lignes des choix que nous devons faire si nous voulons pouvoir continuer de financer le Régime de pensions du Canada au cours des prochaines années, compte tenu de la très forte augmentation du nombre de Canadiens qui prendront leur retraite. Nous nous appliquons à ce travail en ce moment. Quand le document sera fin prêt, nous ne manquerons certes pas de le présenter à la députée ainsi qu'à tous les Canadiens.

Mme Brown (Calgary-Sud-Est): Monsieur le Président, j'aimerais signaler au ministre que le Parti réformiste est prêt dès maintenant. Vous verrez, la semaine prochaine, le 11 octobre plus exactement, quand nous ferons notre annonce.

Il y a deux semaines, le ministre du Développement des ressources humaines a déclaré que le Régime de pensions du Canada n'est pas en train de s'effondrer. Or, pas plus tard que la semaine dernière, l'actuaire en chef du ministère des Finances mentionnait dans une lettre que la caisse du Régime de pensions du Canada devrait être à sec d'ici l'an 2015.

Je voudrais que le ministre des Finances me dise une chose: Pour ce qui touche la situation du Régime de pensions du Canada, qui croit-il, le ministre du DRH ou son propre actuaire en chef?